

# Les revenus des handicapés rehausés ?

■ C'est la promesse d'Elke Sleurs. Qui ne se donne pas de délais.

La secrétaire d'Etat à la Lutte contre la pauvreté et à l'Egalité des chances Elke Sleurs (N-VA) a annoncé, mercredi, à la Chambre, sa volonté de relever progressivement l'allocation de remplacement de revenus (ARR) pour personnes handicapées à hauteur du seuil de pauvreté européen.

M<sup>me</sup> Sleurs, qui présentait aux députés sa note de politique gouvernementale, ne s'est cependant fixé ni délais ni budgets, qu'elle a renvoyés à

une note ultérieure.

Ce relèvement progressif ira en priorité aux personnes présentant les risques de pauvreté les plus élevés, a-t-elle précisé. Elle

souhaite aussi un soutien renforcé aux personnes handicapées qui veulent

(re)travailler, notamment en élargissant le cumul possible entre l'allocation

d'intégration et les revenus professionnels, comme indiqué dans la déclaration gouvernementale.

Les abus de cartes de sta-

tionnement pour personnes handicapées seront en outre davantage suivis, a ajouté Elke Sleurs.

**Les abus en matière de cartes de stationnement seront davantage suivis.**

Des voix critiques se sont élevées dans la majorité aussi.

La CD&V Els Van Hoof a ainsi appelé la secrétaire d'Etat à engranger des résul-

tats. *"Je lis beaucoup de plans et de monitorings dans la note présentée, mais vous allez devoir oser faire des choix"*, a-t-elle mis en garde.

**Lutter contre la discrimination**

Vincent Van Quickenborne (Open VLD) n'a pas caché une certaine déception sur ce qu'il considère comme un manque d'attention accordée à la lutte contre la discrimination sur les marchés du travail et du logement.

*"Une personne sur quatre portant un nom étranger y fait face, c'est choquant! Et combien de condamnations y a-t-il déjà eu pour discrimination? On n'y arrivera pas si l'on se contente de sensibilisation"*, a-t-il fait observer. (Belga)

Dans l'opposition, PS, SP.A. et Ecolo/Groen

sont restés sur leur faim, estimant que les nombreuses économies annoncées par le gouvernement pousseraient davantage de gens dans la pauvreté.